Quinzième Année. — N° 2332 — Première Edition. — 15 Centimes. — Lundi 16 Janvier 1871

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. . . . . 12 f. »
Six mois. . . . . 23 »
Un an . . . . 44 »

L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : [illegible]

Le Nord de la France :
Trois mois. . . . . [illegible]
Six mois. . . . . [illegible]
Un an . . . . [illegible]

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait. —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'*Office de Publicité*, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 15 JANVIER 1871

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du *Journal de Roubaix*)

Berlin, 14 janvier.

Toutes les nouvelles publiées par les journaux anglais au sujet de négociations de paix sont inexactes.

La Prusse exige auparavant la reddition de Paris et une demande de paix venant directement de la France.

Luxembourg, 13 janvier.

On assure que la réponse de M. de Bismark à M. Servais est arrivée. Elle doit avoir fait une impression rassurante.

On dit que M. de Bismark a fait la proposition au grand-duché de nommer un consul de l'Allemagne du Nord comme médiateur entre les deux gouvernements.

Le Havre, 14 janvier

Hier, 500 Prussiens ont imposé à la ville de Dieppe une contribution de 50,000 fr.

Dépêches prussiennes

Versailles, 13 janvier.

Officiel. — Devant Paris, nos batteries ont, par un temps de brouillard continuel, entretenu un feu calme contre les ouvrages et la ville.

L'ennemi ne répond que faiblement.

Nos pertes en tués et blessés sont : 2 officiers et 9 hommes.

Le prince Frédéric-Charles annonce du Mans que l'ennemi se retire en partie sur Morannes, en partie sur Laval.

Il est poursuivi par nos colonnes.

Depuis le 6 janvier jusqu'au 12, plus de 16,000 prisonniers non blessés de l'armée de Chanzy sont tombés entre les mains de la seconde armée.

Elle a pris en outre 12 canons et mitrailleuses, 6 locomotives et 200 voitures.

Schwerin, 14 janvier.

Télégramme du grand-duc à la grande-duchesse.

Le Mans, 13 janvier

Hier soir l'ennemi a quitté le Mans, qui a été occupé par notre 3e et 10e corps.

Beaucoup de prisonniers et du matériel de guerre sont tombés en notre pouvoir.

Dans le combat d'hier mon corps a fait 4,000 prisonniers.

Aujourd'hui nous nous sommes avancés sans combat au-dessus du Mans jusqu'à la Sarthe, laquelle est franchie par nos avant-gardes.

LES CONSEILS GÉNÉRAUX

On nous communique la protestation que signent en ce moment les membres du Conseil général contre le décret de dissolution :

Les membres du Conseil général du Nord, soussignés, considérant que si le décret du 25 décembre se fût borné à dissoudre les Conseils généraux en ordonnant la formation régulière de nouveaux Conseils, ils se fussent, sans discuter la mesure, rapportés avec déférence au jugement de leurs électeurs;

Considérant qu'au Conseil général librement choisi par les électeurs du département il appartient non-seulement de voter les centimes départementaux, mais encore d'en arrêter la disposition et de régler les affaires du département;

Qu'il serait dérisoire de remettre au préfet la composition de ce Conseil;

Considérant que l'intérêt de la défense nationale peut légitimer tous les actes qu'elle nécessite, il n'en est pas ainsi d'une mesure non motivée qui anéantit les derniers pouvoirs émanés du suffrage universel pour y substituer un régime de bon plaisir :

Considérant que les Conseils généraux, loin de contrarier la défense nationale, s'y sont associés avec empressement par leurs actes et les emprunts qu'ils ont votés :

Déclarent protester contre le décret du 25 décembre, de la délégation du gouvernement de la défense nationale, lequel ordonne la dissolution des Conseils généraux et d'arrondissement et leur remplacement par des Commissions.

RESPECT A LA FRANCE !

La France aujourd'hui n'est pas assez fière d'elle-même.

Un gouvernement inepte et malhonnête, après l'avoir privée de toute alliance, ouverte à l'invasion a perdu l'armée, puis s'est effondré, et la France envahie, s'est trouvée, tout-à-coup, sans gouvernement, sans armée, sans amis, et pourtant elle est debout.

Un implacable ennemi lui a pris ses armes, ses soldats, ses forteresses, l'a percée de part en part ; la tête ne communique plus avec les membres, et pourtant elle résiste toujours.

Je ne sais si notre nation a jamais mérité plus de respect.

Ne semble-t-il pas qu'un invisible chirurgien, armé d'outils impitoyables ait pris à tâche de creuser sa chair pour en arracher jusqu'à la dernière fibre tout ce que l'empire avait gangréné, et maintenant la plaie est béante, mais saine, et le sang qui s'en échappe à flots, jaillit généreux et pur.

Vous souvient-il du temps dont si peu de jours et tant de catastrophes nous séparent ? quand autour du maître que la France aveuglée s'était donné, tous les potentats d'Europe s'empressaient flatteurs et mendiants, autant et plus que ne l'ont jamais fait parmi nous les plus bas courtisans ?

Ils venaient tous, du Nord et du Midi, souverains absolus et ministres des peuples libres, héritiers des vieilles dynasties et représentants des nations jeunes, ils venaient tantôt paralyser tantôt égarer à leur profit dans quelque entreprise équivoque la force que cet indigne maître tenait de nous. Aujourd'hui la France couverte de blessures, est seule ; mais seule elle combat pour le droit et avec son droit elle défend l'indépendance et la sûreté de l'Europe entière.

Vous souvient-il du temps où Paris doré, fardé, était devenu l'universel rendez-vous de plaisir et de débauche des princes et des peuples ? Ils accouraient alors pour jouir de ses vices ; aujourd'hui sa vertu les étonne et les plus impassibles observateurs qui ne connaissaient guère de nous que notre écume, s'écrient : « Ces Parisiens, qui ne croyaient à rien, croient donc encore à la France ! (1). Vraiment, oui, ils y croient encore, et c'est pourquoi Paris, sombre, bardé de fers et vomissant la flamme, Paris est plus beau sous son armure de bataille qu'il ne fut jamais en ses parures de fête.

Que de prodiges, en effet, dans ces deux mots : Paris imprenable ! Il a fallu, sous le regard et l'étreinte de l'ennemi, créer une armée, fabriquer une artillerie, nourrir, équiper, enrégimenter, faire combattre et voter à la fois tout un peuple, comprimer le désordre sans verser le sang, établir la discipline militaire sans offenser la liberté, et par-dessus tout, faire pénétrer à travers 600,000 âmes l'âme invincible d'un soldat héroïque : en telle sorte que tous n'aient plus désormais qu'un seul cœur avec 600,000 bras : voilà ce qui dès-à-présent est accompli.

La province n'a pas eu même fortune que Paris. Il ne lui a pas été donné de rencontrer un second Trochu. Et pourtant elle a mérité que le roi Guillaume, réduit à combattre sans relâche dans un pays qu'il jugeait désarmé ait appelé, stupéfait, cette résistance « extraordinaire. » (2). Extraordinaire, en vérité ; car des bandes improvisées tiennent mal équipées, mal nourries, mal instruites et parfois mal commandées peut-être, elles ne triomphent pas, mais elles luttent ; on peut les battre, on ne parvient pas à les détruire. Et ces légions nouvelles qui ne sont pas toutes encore entrées en ligne et qui déjà dépassent en nombre les anciens régiments, comment se recrutent-elles ? Beaucoup d'hommes devancent, aucun ne repousse l'appel du gouvernement. Tandis que les rejetons des vieilles familles françaises, sans autre ambition que de donner leur sang pour le territoire que nos rois et leurs aïeux nous ont faits, se précipitent pêle-mêle au premier rang, le dernier paysan de Bretagne ou de Province, des Alpes ou des Pyrénées trouve naturel d'aller se faire tuer pour que l'Alsace, les Vosges qu'il ne connaît pas et ne verra jamais, demeurent françaises.

Que M. de Bismark demande maintenant tant qu'il voudra si l'honnenr français est « d'une autre qualité que celui des autres peuples(3). Ce que nous savons, quant à nous, c'est qu'on ne peut saisir aucun de nos membres sans provoquer l'effort suprême du corps entier, c'est que, des frontières à la capitale, des extrémités au cœur, nous ne faisons qu'un, et que, pour nous mutiler quelque part, il faut nous tenir partout garrottés

L'étranger, quoiqu'il arrive, n'y suffira pas toujours; dans un pays ainsi résolu, il campe, il ne s'établit pas.

(1) Correspondant du *Times*.

(2) « L'ennemi, par les efforts les plus extraordinaires nous a opposé de nouvelles troupes. » (Ordre du jour du roi de Prusse, 6 décembre.)

(3) Circulaire diplomatique après l'entrevue de Ferrières.

La France a donc mérité d'être respectée, d'abord de son ennemi, et la Prusse un jour se repentira de n'avoir pas, dans sa victoire, gardé ce respect au vaincu.

Si après Sedan et Metz elle s'était arrêtée, si contente de nous avoir désarmés, elle n'avait prétendu nous conquérir, ayant alors anéanti la puissance militaire de la France, maîtresse absolue de l'Allemagne, sans rivale en Europe, elle aurait tiré de sa modération une prépondérance incomparable. Elle ne l'a pas voulu, parce qu'elle nous a méprisés ; elle a compté sur notre défaillance, sur nos désordres. Elle maison orgueil à nous fouler aux pieds depuis nos frontières jusque dans notre capitale, et maintenant, quoiqu'il advienne, notre honneur est sauf et sa gloire est souillée. Jamais ses armes et sa politique, formidables hier, furieuses et sauvages aujourd'hui, ne recouvreront le prestige qu'elles avaient, il y a deux mois. Elles pourront encore être victorieuses, elles ont cessé de paraître irrésistibles.

Ce respect de la France auquel la Prusse n'a pas impunément manqué, l'Europe continuera-t-elle à ne point le témoigner ? Il lui en coûterait plus encore. Aujourd'hui même elle va délibérer. On dit qu'elle délibérera sur l'intégrité de l'empire ottoman. S'il ressort de cette délibération que l'intégrité de l'empire ottoman l'intéresse plus que l'intégrité de la France, si le grand Turc est à ses yeux plus inviolable que nous, la honte sera, non pour nous mais pour elle, et le dommage pour tous.

L'Europe entière, qui ne le sait, a besoin de la France ; l'Angleterre surtout ne peut se concevoir sans elle : il la lui faut pour alliée, pour émule, pour rivale. Elle déchoit si nous tombons. Ayant tenu tête au premier Napoléon, l'Angleterre fléchira-t-elle donc devant le roi Guillaume et le peuple qui jadis quand le continent se taisait, subjugué a su dire : Respect à l'Espagne, respect à l'Autriche, respect à la Prusse, respect à l'Allemagne, ne saura-t-elle pas dire maintenant devant l'Europe assemblée chez elle : Respect à la France !

Mais ne se rencontrera-il pas non plus chez nous quelque patriote pour dire à qui la commande : Respect à la France ! Vous avez ramassé l'autorité tombée à terre et vous êtes placé vous-même à notre tête. Nous vous obéissons, respectez nous. A ce pouvoir improvisé vous avez deux titres qui le justifient et nous obligent. Sous l'empire, vous avez défendu la liberté, l'empire tombé, vous n'avez pas désespéré de la Patrie. Vous l'aimez donc cette Patrie malheureuse et la France a volontiers foi dans ceux qui l'aiment. Aussi, lorsqu'elle vous a vu vous élancer du sein de Paris bloqué, et tout-à-coup au milieu de la province, éperdue, désunie et sans chef, apparaître, lorsqu'elle a pu vous croire étranger par votre âge et supérieur par votre talent sinon aux illusions, du moins aux rancune et aux routines révolutionnaires, impatient d'agir, capable de vouloir et d'oser, vous lui avez rendu l'espoir. Elle a beaucoup attendu de vous. Vous avez voulu dépasser son attente, et quand ne pouvant suffire à toutes les tâches qu'il vous avait plu d'assumer à la fois, vous avez accumulé les témérités et les mépris, elle vous a beaucoup pardonné. La France pardonne volontiers à ceux qui l'aiment.

Mais enfin elle a droit qu'on la respecte et, si vous l'aimez, vous ne la respectez pas. Vous ne la respectez pas quand vous souffrez à Lyon, sous vos yeux, un autre drapeau que le sien, l'ignoble drapeau rouge, quand vous placez ses soldats sous les ordres d'un aventurier italien, jadis battu par eux, quand vous lui infligez des décrets plus capricieux et des préfets plus arbitraires que ceux de l'empire et que vous laissez ces étrangers administrateurs, tantôt prêcher la guerre civile comme à Toulouse, tantôt outrager le culte et la foi nationale comme à Lyon, à Marseille et ailleurs. Vous ne la respectez pas quand vous prétendez la sauver. Seul, quand lui demandant son argent et son sang vous récusez son contrôle, quand dans la commune, dans le département, dans l'Etat vous préférez vos choix aux siens, et la privez partout de tout représentant et de tout organe. Elle se montre héroïque et vous la traitez en incapable, elle accepte tous les sacrifices et vous lui refusez tous les droits. Le suffrage universel vous est suspect.

Vos amis osent dire qu'une représentation nationale empêcherait la nation de se défendre, comme si pour agir elle avait besoin de ne point délibérer. Voilà dans quelle estime ils la tiennent !

Sous votre dictature, les mots perdent leurs sens : « Institution républicaine » signifie suppression de tout pouvoir électif ; s'élever contre l'arbitraire c'est manquer de patriotisme, réclamer aujourd'hui la liberté que vous défendiez hier, c'est vouloir ramener le despotisme déchu, c'est être bonapartiste. Ah ! si le bonapartisme en effet me paraissait encore à craindre, si je n'avais pas assez bonne opinion de mon pays pour croire irréparable après Sedan la la ruine de ce honteux régime, c'est à vous que je reprocherais d'en favoriser le retour ; ce sont nos tribuns changés en proconsuls que j'accuserais de le faire regretter. Il ne dépendait pas de nous de rendre à la France le bien-être matériel et la sécurité trompeuse dans laquelle elle s'était endormie sous l'Empire. Mais de vous il dépendrait de lui restituer dans sa détresse un bien meilleur : la possession d'elle-même, de faire, de votre République la chose de tous les bons citoyens unis contre l'étranger. Ainsi deviendrait-elle le terme de nos divisions politiques.

Pourquoi ne le voulez-vous pas? Pourquoi nous plaît-il d'être les instruments d'une section, d'une coterie plutôt que les chefs librement acceptés d'un peuple libre ? Vous vous défiez de la France! La France à son tour se defiera de vous ; et quand sa résignation patriotique à vos volontés aura pris fin, victorieuse, elle vous accusera de l'avoir méconnue; vaincue, elle vous imputera sa ruine.

Mais il en est temps encore : Respectez la France ! Les étrangers ennemis ou neutres se repentiraient bientôt de ne

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 16 JANVIER 1871.

— 1 —

LES DEUX FEMMES DE L'EMPEREUR

NOUVELLE HISTORIQUE

Chapitre Ier

LE JEUNE SOLDAT

Les prédictions du comte Kaunitz s'étaient réalisées : à peine le projet d'une alliance entre l'Autriche et la France eut-il transpiré, que Frédéric-le-Grand se mit en quête de nouveaux alliés. En 1756, au moment même où le roi de Prusse réussit à conclure une alliance avec l'Angleterre, cette ancienne alliée de l'Autriche, l'impératrice Marie-Thérèse concluait la sienne avec la France, qui était son ennemie depuis trois siècles, et ces revirements furent le signal d'une nouvelle guerre, fertile en victoires et en défaites, en combats sanglants et en actions héroïques, qui répandit ses effroyables calamités sur l'Allemagne pendant sept ans, et à laquelle tous les peuples de l'Europe prirent une part active.

Marie-Thérèse l'avait commencée avec le tranchant de sa langue, et le roi de Prusse lui avait répondu avec le tranchant de son épée. Quand Frédéric avait chargé son envoyé à Vienne de demander des explications sur le motif et le but des immenses préparatifs de guerre de l'Autriche, l'impératrice avait répondu d'un ton fier et hautain :

« Je n'en ai pas fait; je ne réunis des troupes que pour ma propre sécurité et celle de mes alliés, et il est bien permis sans doute à tout souverain de faire dans ses Etats ce que bon lui semble, sans avoir à en rendre compte à personne. »

Dans cette réponse méprisante, Frédéric vit une déclaration de guerre et fit entrer son armée en Saxe. Une fois engagée, la lutte fut poursuivie avec un rare acharnement de part et d'autre. L'Europe était divisée en deux camps, et, après chaque bataille, retentissaient des exclamations de joie d'un côté, et de l'autre s'exhalaient des cris de douleur. Les partisans de Marie-Thérèse levèrent la tête d'un air de triomphe après les batailles de Tollin, de Hochkirch et de Kunersdorf, et ceux de Frédéric après les batailles de Rossbach, de Leuthen et de Zorndorf. Un brûlant enthousisme s'était emparé de tous les esprits, les hommes quittaient leurs familles pour les drapeaux, et les jeunes gens abandonnaient secrètement les écoles, la maison paternelle, pour se créer une carrière à coup d'épée sur les champs de bataille, où ils cueillaient des laurieurs pour leur tête ou des cyprès pour leur tombe.

Cet enthousiasme, cette ardeur qui régnaient dans les chaumières comme dans les palais, avaient même pénétré jusque dans le palais impérial de Vienne et enflammé le cœur du jeune archiduc Joseph. Le jour où un courrier apporta à l'impératrice la nouvelle de la victoire remportée sur Frédéric, à Kunersdorf, par les Russes, alliés de l'Autriche, elle céda enfin aux prières, aux supplications incessantes dont son fils l'obsédait depuis longtemps, et elle lui permit d'aller rejoindre l'armée, afin de conquérir, auprès de Daun et de Laudon, de nouveaux lauriers pour l'Autriche.

Cette faveur, ce premier rayon de soleil réjouissant la vie triste et monotone de l'archiduc, qui avait alors plus de 18 ans, le transforma tout à coup. Jusque là d'une froideur et d'une retenue glaciales, il devint ouvert, communicatif et accessible à tout le monde; n'ayant plus à cacher à personne ses sympathies ou ses antipathies, il les manifestait à ses amis comme à ses ennemis.

Les préparatifs de son départ étaient achevés, et déjà il avait pris congé des principaux personnages de la cour; il comptait passer la soirée dans le cercle intime de la famille impériale et se mettre en route le lendemain matin.

Seul dans sa chambre, il se regardait dans une glace avec un sourire de bonheur, uniquement provoqué par cet uniforme blanc qu'il portait pour la première fois au lieu de son costume espagnol, non moins empesé que brillant. « Il y a une heure, pensait-il, je n'étais encore rien que le fils de ma mère, condamné à l'inaction, à l'obéissance et au silence. Mais maintenant je suis le soldat qui peut se créer un avenir; désormais, c'est de moi qu'il dépend de me faire un nom, de prouver que je suis le digne descendant de Charles-Quint ! »

Ivre de bonheur, il était encore à se mirer, lorsqu'un jeune homme entra sans bruit, et, s'arrêtant près de la porte :

« Pardon, prince, dit-il avec respect, pardon de la liberté que je prends; mais l'antichambre est déserte, et sans doute vous ne m'avez pas entendu frapper.

— Sois le bienvenu, répondit Joseph en lui tendant la main. L'honorable et ennuyeuse dame étiquette ne veille plus à ma porte; j'ai congédié toute ma maison, et tel que tu me vois, mon ami, je ne suis plus le malheureux archiduc Joseph, mais un jeune soldat libre et joyeux, qui ne possède que son épée et son courage; une jeune recrue qui peut devenir quelque chose, et qui, si Dieu le permet, acquerra sur le champs de bataille le droit de ne plus quitter de sa vie cet uniforme. Oh ! Dominique, ils ne m'arracheront plus l'épée des mains pour me les lier avec un rosaire, et j'amasserai tant de lauriers sur ma tête qu'il leur sera impossible de me remettre un bonnet de nuit.

— Silence, Altesse ! pour l'amour de Dieu, silence !

— M. le comte Dominique de Kaunitz, vous êtes le digne fils de votre père, un diplomate consommé ayant toujours le sourire et la courtoisie sur les lèvres, et de belles paroles même pour les murailles, n'ignorant pas qu'elles ont des oreilles. Mais ne craignez rien, fils de l'omnipotent chancelier, ces murailles sont sourdes et muettes, et il n'y a personne dans notre voisinage. Laisse-moi exhaler ma joie et chanter une magnifique chanson guerrière que j'ai entendu chanter dernièrement dans les rues par un invalide, un des vainqueurs de Hochkirch. »

Et le prince entonna ce chant d'une voix puissante et sonore. Mais il n'avait pas encore achevé le premier couplet que Dominique, en dépit du respect et de l'étiquette, lui posa la main sur la bouche et lui dit avec anxiété :

« Silence, prince, je vous en conjure, car vous vous exposez. Si des espions rôdent par ici, ils entendront votre voix puissante

— Soit, Dominique ; c'est l'adieu que je leur fais, il est cruel à toi de vouloir les priver de l'entendre jusqu'au bout,